



Données de référence 2022 (01/01/2022 - 31/12/2022)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 15/03/2023 - 01/10/2023

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 39^{ème} réunion plénière, de lancer le neuvième cycle d'évaluation 2024, portant sur les données de l'année 2022.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 46 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan).

Le présent questionnaire a été développé par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité et la qualité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Pour une meilleure compréhension des questions, il est nécessaire de consulter la Note explicative qui donne des définitions et des explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre. Vous pouvez télécharger la Note explicative dans son ensemble sur le site de la CEPEJ. De plus, vous disposez également du manuel d'utilisation qui est un document technique pour vous aider à naviguer dans cette application pour la collecte de données.

Si vous avez des questions concernant ces documents ou sur l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

Instruction :

Note explicative: <https://rm.coe.int/note-explicative-cycle-2024-cepej-2023-2-fr/1680aae31f>

Version Word du questionnaire : <https://rm.coe.int/grille-evaluation-cycle-2024-cepej-2022-9rev1-fr-30-mars-2023/1680aae31e>

CEPEJ COLLECT Manuel utilisateur – vous pouvez télécharger sous l'onglet Documentation

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[8 815 385]



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[87 378]

Commentaires 770'274,3303 millions d'Euros = valeur transmise à Eurostat / divisé par le nombre d'habitants.
L'inflation et l'évolution du cours de l'euro par rapport au franc suisse expliquent l'augmentation du PIB.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[81 410]

[] NA

Commentaires valeur provisoire fondée sur l'enquête suisse sur la structure des salaires 2020 et l'indice suisse des salaires nominaux.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non-Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1 :

[0.9897]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires -

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : -

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à cette question, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	1 351 864 500 [] NA [] NAP	1 349 764 060 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	999 116 780 [] NA [] NAP	1 003 180 400 [] NA [] NAP

2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	53 039 640 [] NA [] NAP	42 622 590 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	21 746 250 [] NA [] NAP	19 606 390 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	31 293 390 [] NA [] NAP	23 016 200 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	163 411 340 [] NA [] NAP	183 902 900 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	50 508 040 [] NA [] NAP	45 653 600 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	10 658 350 [] NA [] NAP	5 680 400 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	3 869 340 [] NA [] NAP	2 758 940 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	71 261 010 [] NA [] NAP	65 965 230 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : 6.2: Informatisation: La numérisation de la justice entraîne une hausse des coûts informatiques

6.3: Frais de justice: Ces frais varient d'un exercice à l'autre en fonction de la nature et du nombre des procédures. La somme indiquée correspond au total des frais de justice des cantons

6.4: Davantage de travaux de réfection de palais de justice

6.5: Davantage de projets d'agrandissement de Palais de justice

6.6: 2020 était une année Covid. En 2022 davantage de formations continues ont pu être suivies

6.7: Autres comprend comme en 2020 notamment, les frais de port, les coûts de prestations de service de tiers qui ont tendance à remplacer de plus en plus l'engagement de personnel interne, notamment dans les domaines de la sécurité et du nettoyage mais aussi souvent pour tâche jurisprudentielle (greffe) , la littérature ainsi que les base de données juridiques qui ont connu des hausses importantes des prix d'accès à ces bases et enfin des déplacements, les frais de réunions et de déplacement ont nettement augmentés par rapport aux années Covid 2020/2021 pour revenir au niveau antérieur et enfin les coûts de fonctionnement des organes de surveillance des autorités judiciaires ont augmenté aussi, de plus en plus de cantons ayant introduit des conseils de la magistrature (dernier en date le canton de Vaud).

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
---	---------------------	---------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :



=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure (X) Oui, à un stade ultérieur () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

Commentaire - S'il existe des exceptions à l'obligation de payer de telles taxes, veuillez préciser ces exceptions : voir commentaire général

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- En matière civile, le montant de la taxe dépend de la valeur litigieuse; pour les autres procédures, le montant est en règle générale fonction de la complexité de l'affaire. Pour tous les types de procédure, les montants sont fixés dans des tarifs publiés.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[657]

[] NA

[] NAP

Commentaires Valeur calculée à titre d'exemple à l'aide du calculateur de prime du canton de Zurich (https://www.gerichte-zh.ch/fileadmin/user_upload/Dokumente/Themen/Allgemeine_Dokumente/Prozesskosten/P_Gebuehrenrechner_V_01.pdf). Les montants exigés dans les autres cantons en ce qui concerne les procédures ordinaires se situent parfois en dessus et parfois en dessous de celui du canton de Zurich. Le montant est stable par rapport à 2020, l'augmentation est due au cours du change.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[284 110 560]

[] NA

[] NAP

Commentaires L'augmentation des frais judiciaires (voir question 6) est répercutée sur les taxes perçues par les tribunaux, ce qui explique l'augmentation par rapport à 2020.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	167 088 750 [] NA [] NAP	73 519 050 [] NA [] NAP	93 569 700 [] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	167 088 750 [] NA [] NAP	73 519 050 [] NA [] NAP	93 569 700 [] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Les procédures pénales portées devant les tribunaux ont tendance à être plus nombreuses et plus complexes, ce qui provoque une hausse de l'aide judiciaire accordée.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	177 903 740 [] NA [] NAP	85 393 795 [] NA [] NAP	92 509 945 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	177 903 740 [] NA [] NAP	85 393 795 [] NA [] NAP	92 509 945 [] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Le budget approuvé est inférieur au budget exécuté qui lui tient compte de l'aide judiciaire effectivement accordée

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui () Non (X) NAP (l'aide judiciaire n'inclut pas la couverture des taxes/frais de justice)
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non () NAP (l'aide judiciaire n'inclut pas l'exonération des taxes/frais de justice)

Commentaires L'octroi de l'aide judiciaire entraîne en règle générale une dispense de payer des frais de justice ou des taxes, soit comme avance de frais ou en fin de procédure lorsque la décision sur l'aide judiciaire intervient en même temps que la décision finale.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	640 866 610 [] NA [] NAP	637 766 220 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	2 163 540 [] NA [] NAP	2 073 280 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : 13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public: le budget de la formation a été revu à la hausse afin de permettre aux magistrats et au personnel de se tenir à jour en ce qui concerne les modifications du droit pénal.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Budget et comptes 2022 des cantons et de la Confédération

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	3 231 656 490 [] NA [] NAP	3 236 580 760 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP

Ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
------------------	---

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de probation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur des procureurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour constitutionnelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de gestion du système judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de la représentation légale de l'Etat	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'exécution	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Notariat	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'expertise légale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	() Oui (X) Non [] NAP
Autres	() Oui (X) Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser : -

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Budgets et comptes d'Etat 2022 des cantons et de la Confédération
Enquête réalisée auprès des cantons en ce qui concerne les éléments compris et non compris dans le budget

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays :

- voir commentaire général

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

() Oui
(X) Non
[] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL		37 314	
	[X] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière pénale		15 342	
	[X] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière autre que pénale		21 971	
	[X] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Les données indiquées ci-dessus reposent sur une extrapolation à l'ensemble des cantons des résultats communiqués par 10 cantons (ZH, BE, AR, AI, GR, AG, TI, VS, NE et GE) représentant ensemble plus de la moitié de la population helvétique.

020-0. Veuillez indiquer le nombre de bénéficiaires de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL			
	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière pénale			
	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière autre que pénale			
	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

020-0-1. Avez-vous des données statistiques ventilées par genre concernant les bénéficiaires de l'aide judiciaire ?

() Oui

(X) Non

020-0-2. Si oui, veuillez fournir des précisions sur la répartition par genre des bénéficiaires de l'aide judiciaire :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de bénéficiaires de l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Comments

020-0-3. Est-il possible de distinguer le nombre de bénéficiaires de l'aide judiciaire par types d'affaires ?

- () Oui
 (X) Non

Commentaire : Si oui, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

020-0-4. Existe-t-il des cas d'attribution automatique de l'aide judiciaire en fonction du type d'affaires ?

- (X) Oui
 () Non

Commentaire : Si oui, veuillez préciser :

020-0-5. Parmi les bénéficiaires de l'aide judiciaire, combien sont des victimes alléguées de violence domestique ?

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de bénéficiaires de l'aide judiciaire qui sont des victimes alléguées de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à la décision finale concernant cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si le délai prévu est fixé dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non [] NAP
Victimes	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

027. Les décisions judiciaires peuvent-elles préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront distribués :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués : -

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Codes de procédure, enquête réalisée auprès des cantons

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> droit fédéral: https://www.fedlex.admin.ch/fr/home?news_period=last_day&news_pageNb=1&news_order=desc&news_itemsPerPage=10;	<input type="checkbox"/>

A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://www.bger.ch/fr/index/jurisdiction.htm	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://www.bger.ch/fr/index/federal/federal-inherit-template/federal-rechtspflege.htm	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) formulaires mis à disposition par l'Office fédéral de la justice: https://www.bj.admin.ch/bj/de/home/publiservice/zivilprozessrecht/parteieingabenformulare.html	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : Adresses des sites internet cantonaux et de l'Office fédéral de la justice contenant des formulaires destinés aux justiciables

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leurs procédures judiciaires ?

- () Oui, toujours
 (X) Non
 () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser : -

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
---	--

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes et veuillez préciser comment cette assistance est fournie : voir commentaire général

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : Par rapport aux réponses précédentes, les cantons ont mis en place des centres d'accueil pour les victimes de violence domestique afin de pouvoir les accueillir en situation d'urgence.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire Les salles spéciales adaptées aux mineurs existent principalement dans les tribunaux des mineurs.

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'une personne âgée de moins de 18 ans puisse agir en justice ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné « Autre », veuillez apporter des précisions. -

031-2. Si une personne âgée de moins de 18 ans ne peut pas agir en justice en son nom propre, qui peut la représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre

Commentaire voir commentaire général

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs (plusieurs réponses possibles) ?

Seuil(s) d'âge

Capacité de discernement

Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quel est le seuil d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[10]

[] NA

[] NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[15]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : voir commentaire général

=

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

() Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

() Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

(X) Oui, dans les deux situations

() Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

(X) Pour tous les types d'infractions

() Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

(X) Pour tous les types d'infractions

() Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

() Oui

(X) Non

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il un suivi régulier (études officielles, rapports etc.) permettant l'évaluation du taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Les procureurs ont-ils un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Les procureurs ont-ils un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre d'indemnisations accordées	Montant total des indemnisations accordées (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Arrestation/ détention injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

037-1. Veuillez préciser quelles sont les autorités compétentes pour traiter les demandes et s'il existe un délai légal pour traiter celles-ci :

	Autorités compétentes	Délai légal
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaire

037-2. Existe-t-il des données statistiques ventilées par genre concernant le nombre de :

	Existence de données statistiques ventilées par genre
Personnes qui saisissent le tribunal pour une affaire autre que pénale	<input type="checkbox"/> Oui - Si oui, veuillez préciser pour quelles catégories d'affaires :[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Victimes reconnues par le tribunal	<input type="checkbox"/> Oui - si oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Auteurs d'infractions pénales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui - si oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :[Comment]toutes les infractions pénales (indication qui ressort du casier judiciaire) <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Commentaires -

037-3. Existe-t-il des données statistiques concernant la relation entre l'auteur de l'infraction et la victime reconnue par le tribunal ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser : -

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

NA

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : 3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès des juges

3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès du personnel des tribunaux

4 cantons (ZH, SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès des procureurs

3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès des avocats

3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès d'autres professionnels

3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès des parties

3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès des victimes

3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès des mineurs

3 cantons (SO, AI, GR) et la Confédération ont réalisé une ou des enquêtes de satisfaction en 2022 auprès du grand public

Autre enquête non mentionnée est le baromètre des préoccupations des Suisses effectué annuellement par le Crédit Suisse:

https://www.credit-suisse.com/about-us/fr/rapports-recherche/etudes-publications/barometre-des-preoccupations.html?WT.i_short-url=%2Fbarometre%2Fpreoccupations&WT.i_target-url=%2Fabout-us%2Ffr%2Frapports-recherche%2Fetudes-

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

Nombre de tribunaux



Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	422 [] NA [] NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	191 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	159 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	31 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	231 [] NA [] NAP

Commentaires

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	211 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	4 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	15 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux du travail	39 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
Tribunaux des affaires familiales	16 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	38 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	6 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	22 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP

Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	34 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : Le nombre des tribunaux des faillites d'instance supérieure a diminué suite à leur intégration dans les tribunaux civils de compétence générale. Le nombre des "tribunaux administratifs" de première instance a diminué suite à leur intégration dans des cours de droit public et administratif des tribunaux cantonaux. Le nombre des "tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale" de première instance et d'instance supérieure a été aussi réduit pour la même raison. Concernant les tribunaux pour enfants de première instance, la nécessité de garantir un traitement approprié des enfants a conduit à la création d'entités spécialisées supplémentaires. "Autres tribunaux spécialisés d'instance supérieure": la diminution observée est encore une fois due à l'intégration de certaines de ces juridictions dans des tribunaux cantonaux.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les Cours suprêmes)	285 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Enquête auprès des cantons

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	1 326 [] NA [] NAP	710 [] NA [] NAP	616 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	831 [] NA [] NAP	417 [] NA [] NAP	414 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	457 [] NA [] NAP	271 [] NA [] NAP	186 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	38 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : -

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges professionnels avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle(s) situation(s) le travail à temps partiel peut être accordé (plusieurs réponses possibles).

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées ou aux autres personnes dépendantes

Formation

Aux fins de retraite anticipée

Aucune raison spécifique

Autre raison, veuillez préciser

Commentaires Le travail à temps partiel est une affaire personnelle et n'a le plus souvent pas besoin d'être motivé. En revanche, le nombre de postes de juges à temps partiel peut être limité (1/3 des postes par exemple)

046-1-3. Si oui, quel est le nombre de juges travaillant à temps partiel avec une rémunération réduite ?

	Total	Hommes	Femmes
Total (1 + 2 + 3)	581 [] NA [] NAP	165 [] NA [] NAP	416 [] NA [] NAP
1. En première instance	464 [] NA [] NAP	124 [] NA [] NAP	340 [] NA [] NAP

2. En deuxième instance (cours d'appel)	117 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP	76 [] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires Les postes de juges auprès du Tribunal fédéral sont tous des postes à temps plein.

046-1-4. Existe-t-il d'autres possibilités d'aménagement régulier du temps ou des conditions de travail (autres que le travail à temps partiel) avec ou sans réduction de la rémunération ?

	Aménagement du temps ou des conditions de travail avec ou sans réduction de la rémunération
Réduction temporaire de la charge de travail	(X) Oui () Non
Réduction temporaire du temps de travail/congés extraordinaires	(X) Oui () Non
Autres mesures	(X) Oui () Non

Commentaire : Si de telles possibilités d'aménagement régulier existent, veuillez préciser si elles impliquent ou non une réduction de rémunération parmi les autres mesures on peut citer le télétravail qui permet parfois une meilleure conciliation de la vie professionnelle et familiale

046-1-5. Si oui, veuillez préciser dans quelle(s) situation(s) ces possibilités peuvent être mises en œuvre ?

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées ou aux autres personnes dépendantes
- Formation
- Aux fins d'une retraite anticipée
- En tant que partie du processus d'intégration de nouveaux juges
- Aucune raison spécifique
- Autre raison, veuillez préciser :
- NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	1 326 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Première instance	831 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Deuxième instance	457 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Cours suprêmes	38 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :



=

047. Nombre de présidents de tribunaux .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	399 [] NA [] NAP	226 [] NA [] NAP	173 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	344 [] NA [] NAP	190 [] NA [] NAP	154 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	54 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de Cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	2 879 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question : Les juges sont souvent indemnisés par jour de séance ou par affaire. C'est pourquoi une conversion en ETP s'avère impossible.

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

(X) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	659 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires Malgré la tendance d'une professionnalisation de la justice le recours à des juges professionnels non rémunérés est utilisé dans beaucoup de cantons, principalement dans les cantons latins

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	()	(X)	()
Affaires familiales	()	()	(X)
Affaires de droit du travail	()	()	(X)
Affaires de droit social	()	()	(X)
Affaires commerciales	()	()	(X)
Affaires de faillite	()	()	(X)
Autre affaires civiles	()	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser : Nombre de cantons par types d'affaires 2022: 10/26 en matière pénale (38%)

9/26 en matière familiale (35%)

11/26 en matière civile (42%)

10/26 en matière droit du travail (38%)

8/26 en matière droit social (27%)

7/26 en matière commerciale (31%)

7/26 en matière de faillite (31%)

En ce qui concerne les infractions mineures, les juges occasionnels n'y participent en principe pas, car la majorité des sanctions sont prononcées par les procureurs et, lorsqu'une affaire est portée devant un tribunal, elle est jugée par juge unique.

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires



=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	4 310 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 306 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 004 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) (voir la note explicative)	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des affaires, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	2 071 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	759 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 312 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	1 802 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	304 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 498 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	156 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	124 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	32 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	272 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	114 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	158 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : 1. Rechtspfleger: uniquement à BS. Le nombre de Rechtspfleger à Bâle a augmenté entre 2020 et 2022. 4. Personnels techniques: l'augmentation observée entre 2020 et 2022 est liée à la numérisation

croissante de la justice.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	4 310 [] NA [] NAP	1 306 [] NA [] NAP	3 004 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	2 761 [] NA [] NAP	666 [] NA [] NAP	2 095 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	1 272 [] NA [] NAP	512 [] NA [] NAP	760 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	277 [] NA [] NAP	128 [] NA [] NAP	149 [] NA [] NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)

[] NAP

Commentaire - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions exactes : BS a répondu oui à l'aide judiciaire, en matière familiale ainsi qu'à l'exécution des affaires civiles,

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- La maintenance informatique

La formation du personnel

La sécurité

Les archives

Le nettoyage

Autres types de services (veuillez préciser) : Transport de dossiers; Gestion des données judiciaires; Révision de l'Office des poursuites et des faillites

Commentaire - Si « Autres types de services » ont été externalisés, veuillez préciser : 11 cantons (AG, BE, FR, GE, LU, NE, OW, SH, TG, VD, ZH) et la Confédération ont délégué certains services.

"Autres": transport de dossiers; gestion des données judiciaires; révision de l'Office des poursuites et des faillites

NA

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : États du personnel des cantons et de la Confédération; Rapports de gestion des autorités judiciaires cantonales et fédérales.

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	992 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	493 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	499 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle(s) situation(s) le travail à temps partiel peut être accordé ? (plusieurs réponses possibles)

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées ou aux autres personnes dépendantes
- Formation
- A des fins de retraite anticipée
- Aucune raison spécifique
- Autre raison, veuillez préciser

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le nombre de procureurs travaillant à temps partiel avec une rémunération réduite?

	Total	Hommes	Femmes
Total (1 + 2 + 3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Cantons ayant déclarés des procureurs à temps partiels:

- AR: 6
- BE: 60
- JU: 3
- OW: 4
- SO: 11
- VD: 15
- NAP dans la plupart des cantons!

055-1-4. Existe-t-il d'autres possibilités d'aménagement régulier du temps ou des conditions de travail (autres que le travail à temps partiel) avec ou sans réduction de la rémunération ?

	Aménagement du temps ou des conditions de travail avec ou sans réduction de la rémunération
Réduction temporaire de la charge de travail	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Réduction temporaire du temps de travail/congés extraordinaires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres mesures	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire : Si de telles possibilités d'aménagement régulier existent, veuillez préciser si elles impliquent ou non une réduction de rémunération Ces aménagements réguliers peuvent impliquer une réduction de la rémunération. Les possibilités divergent d'un canton à l'autre.

055-1-5 . Si oui, veuillez préciser dans quelle(s) situation(s) ces possibilités peuvent être mises en œuvre ?

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées ou aux autres personnes dépendantes
- Formation
- Aux fins d'une retraite anticipée
- En tant que partie du processus d'intégration de nouveaux procureurs
- Aucune raison spécifique
- Autre raison, veuillez préciser :projets personnels (ex. congé non payé pour voyage du monde)
- NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	117 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	88 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des Cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. Dans votre système judiciaire, d'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Si oui, veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

- [244]
- NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires 057-1 — 12 cantons (AG, BE, GE, JU, LU, NE, OW, SO, SZ, VS, ZG et ZH) et la confédération ont répondu oui

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : - Pour la violence domestique, seul BS a répondu "oui" pour les mineurs.

- Pour la violence sexuelle, seuls UR et NE ont répondu "non" pour les victimes mineures.

=

060. Nombre de personnel (non-procureur) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnel non-juge, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	1 792 <input type="checkbox"/> NA	529 <input type="checkbox"/> NA	1 263 <input type="checkbox"/> NA

Commentaire - Veuillez préciser les catégories de personnel que vous avez inclus dans votre réponse — SG : les greffiers possédant quelques compétences de procureur sont comptabilisés ici.

— SO: sont inclus les enquêteurs et enquêtrices

— FR: sont inclus 15.6 greffiers, 19.3 personnel administratif et conseiller économique, 7 apprentis et stagiaires

— GE : les données concernent 36.50 EPT juristes et la quote-part de 27.00 ETP de personnes travaillant pour les services hébergés et secrétariat général.

— ZG: y compris 3 rédacteurs de procès-verbaux de police

— ZH : uniquement personnel commercial.

— Confédération : concerne 20 juristes, 45 greffiers et collaborateurs de chancellerie, 27 collaborateurs opérationnels du Secrétariat général (hors juristes), 40 collaborateurs administratifs ainsi que 41 experts et analystes

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Rapports de gestion des parquets cantonaux, parfois intégrés dans celui des autorités judiciaires cantonales et rapport de gestion du Ministère public de la Confédération.

3.4.Egalité de genre

3.4.1 Egalité de genre

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter l'égalité de genre dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter l'égalité de genre dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3-1. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter l'égalité de genre dans le cadre de la procédure de désignation des :

Oui / Non

Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur l'égalité de genre qui s'applique spécifiquement au système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. commissaire à l'égalité des chances)/ une institution spécialement chargée des questions d'égalité de genre dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaire - Veuillez préciser le statut de cette personne/institution et si elle a une fonction consultative ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. commissaire à l'égalité des chances) / institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité de genre concernant l'organisation du travail judiciaire ?

Oui	Non
-----	-----

dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité de genre dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (Loi sur l'égalité, LEg) du 24 mars 1995 (Etat le 1er janvier 2017)

En règle générale, les parlements cantonaux chargés d'élire les juges veillent à élire des femmes à ces postes à qualifications équivalentes, du moins tant que la parité hommes - femmes n'est pas atteinte.

les mesures prévues (veuillez préciser) : Aucune mesure propre à la justice n'est prévue.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Aucune modification de la tendance à la féminisation de la justice observée depuis des années, particulièrement en ce qui concerne le personnel scientifique (greffières juristes) et administratif.

[] NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités de genre en matière de :

[] Procédures de recrutement, veuillez préciser:

[] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:

[] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:

[] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:

[] Autres études, veuillez préciser:

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence : Des inégalités de genre peuvent être observées au niveau hiérarchique supérieure (présidence des tribunaux), mais aucune évaluation ou rapport officiel existe dans le domaine de la justice à notre connaissance. La surreprésentation des temps partiels parmi les femmes peut être un facteur explicatif de la sous-représentation des femmes aux échelons supérieurs.

3.5. Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Gouvernance

STRATÉGIE EN MATIÈRE DE TIC

062-01. Disposez-vous d'une stratégie globale en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

062-02. S'il existe une stratégie globale en matière de TIC dans le système judiciaire, qui a participé à sa définition ?

Juges (Conseil supérieur de la magistrature)

Procureurs (Conseil supérieur des procureurs ou de la magistrature)

Ministère de la Justice

Avocats (Barreau)

Notaires (Notariat)

Agents d'exécution (association représentative)

Autre (veuillez préciser)

NA

NAP

Commentaires

LÉGISLATION

062-03. Existe-t-il une législation/règlementation des TIC dans le système judiciaire au niveau national ?

Oui

Non

Commentaires

062-04. Si oui, comment est organisée cette législation/règlementation des TIC dans le système judiciaire ?

Les normes applicables sont incluses dans la législation/règlementation générale relative à l'administration en ligne

Les normes applicables sont incluses dans une législation/règlementation spécifique concernant le seul système judiciaire

Les textes applicables sont inclus dans des documents ou spécifications techniques dédiés

Autre, veuillez préciser

NA

Commentaire - Si plus d'un des modèles proposés existent dans votre pays, veuillez tous les sélectionner et détailler votre réponse.

NA



062-05. Des audits/évaluations/examens de l'impact de la mise en œuvre du système TIC ont-ils déjà été organisés ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-06. Si de tels audits/évaluations/examens ont déjà été effectués, veuillez en préciser les modalités :

	Format	Dernier audit effectué
Gouvernance des TIC	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Au cours des 2 dernières années <input type="checkbox"/> Entre 2 et 5 ans <input type="checkbox"/> Il y a plus de 5 ans <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA
Sécurité et gestion du risque	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Au cours des 2 dernières années <input type="checkbox"/> Entre 2 et 5 ans <input type="checkbox"/> Il y a plus de 5 ans <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA
Impact sur l'efficacité et la qualité des processus opérationnels et des flux de travail	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Au cours des 2 dernières années <input type="checkbox"/> Entre 2 et 5 ans <input type="checkbox"/> Il y a plus de 5 ans <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA
Impact sur les ressources humaines (nombre de personnel, charge de travail, bien-être)	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Au cours des 2 dernières années <input type="checkbox"/> Entre 2 et 5 ans <input type="checkbox"/> Il y a plus de 5 ans <input checked="" type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA
Autre, veuillez préciser en commentaire	<input type="checkbox"/> Interne <input checked="" type="checkbox"/> Externe <input type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Au cours des 2 dernières années <input type="checkbox"/> Entre 2 et 5 ans <input type="checkbox"/> Il y a plus de 5 ans <input type="checkbox"/> NAP – aucun audit n'a été effectué <input type="checkbox"/> NA

Commentaire - Si vous avez sélectionné « autre domaine » veuillez détailler votre réponse. Veuillez également fournir davantage d'information sur le contenu de la dernière évaluation. voir commentaire général

062-07. Si ces audits/évaluations/examens ont été organisés au cours des 5 dernières années, comment avez-vous mis en œuvre les recommandations/conclusions faites ?

- Mise à jour des applications
- Définition de nouveaux projets/modules TIC
- Ajustement de la législation
- Ajustement des processus métiers
- Abandon/arrêt de l'utilisation d'un module/application
- Rapport à visée informative uniquement
- Autre, veuillez préciser conduite du projet Justitia 4.0 de numérisation de la justice suisse
- NA
- NAP

Commentaires

3.5.2 Traitement électronique des affaires

INTRODUCTION ELECTRONIQUE DES AFFAIRES

062-08. S'il est possible d'introduire électroniquement une affaire devant un tribunal, quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – pas d'introduction électronique possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - pas d'introduction électronique possible <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – pas d'introduction électronique possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - pas d'introduction électronique possible <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 %	<input type="checkbox"/> 95-100 %
	<input type="checkbox"/> 75-95 %	<input type="checkbox"/> 75-95 %
	<input type="checkbox"/> 50-75 %	<input type="checkbox"/> 50-75 %
	<input type="checkbox"/> 25-50 %	<input type="checkbox"/> 25-50 %
	<input type="checkbox"/> 1-25 %	<input checked="" type="checkbox"/> 1-25 %
	<input type="checkbox"/> 0 %	<input type="checkbox"/> 0 %
	<input type="checkbox"/> NAP – pas d'introduction électronique possible	<input type="checkbox"/> NAP - pas d'introduction électronique possible
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-09. S'il est possible d'introduire électroniquement une affaire devant un tribunal, veuillez en préciser les modalités :

	Electronique ou papier	Possibilité d'introduction électronique par:	Intégration des données
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> Le dépôt papier reste possible <input type="checkbox"/> Le dépôt papier n'est plus possible (le dépôt électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double dépôt (le dépôt papier doit accompagner le dépôt électronique) <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Avocat <input checked="" type="checkbox"/> Partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Les données sont électroniquement transférées vers le Système de Gestion des Affaires (SGA) <input checked="" type="checkbox"/> Les données sont manuellement réintroduites dans le SGA <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Le dépôt papier reste possible <input type="checkbox"/> Le dépôt papier n'est plus possible (le dépôt électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double dépôt (le dépôt papier doit accompagner le dépôt électronique) <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Avocat <input checked="" type="checkbox"/> Partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Les données sont électroniquement transférées vers le Système de Gestion des Affaires (SGA) <input checked="" type="checkbox"/> Les données sont manuellement réintroduites dans le SGA <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Le dépôt papier reste possible <input type="checkbox"/> Le dépôt papier n'est plus possible (le dépôt électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double dépôt (le dépôt papier doit accompagner le dépôt électronique) <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Avocat <input checked="" type="checkbox"/> Partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Les données sont électroniquement transférées vers le Système de Gestion des Affaires (SGA) <input checked="" type="checkbox"/> Les données sont manuellement réintroduites dans le SGA <input type="checkbox"/> NAP – l'introduction électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA
---------------	--	---	---

Commentaires

ENVOI ELECTRONIQUE DE DOCUMENTS AU TRIBUNAL

062-10. S'il est possible d'envoyer électroniquement des documents relatifs à une affaire au tribunal, quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – l'envoi électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - l'envoi électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – l'envoi électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - l'envoi électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – l'envoi électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - l'envoi électronique n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA

062-11. S’il est possible d’envoyer électroniquement des documents relatifs à une affaire au tribunal, veuillez en décrire les modalités :

	Electronique ou papier	Documents	Intégration des données
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> L’envoi papier reste possible <input type="checkbox"/> L’envoi papier n’est plus possible (l’envoi électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double envoi (l’envoi papier doit accompagner l’envoi électronique) <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Documents envoyés par un avocat <input checked="" type="checkbox"/> Documents envoyés par une partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Documents envoyés par une autre personne/institution <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Les données sont électroniquement transférées vers le SGA <input checked="" type="checkbox"/> Les données sont manuellement réintroduites dans le SGA <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> L’envoi papier reste possible <input type="checkbox"/> L’envoi papier n’est plus possible (l’envoi électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double envoi (l’envoi papier doit accompagner l’envoi électronique) <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Documents envoyés par un avocat <input checked="" type="checkbox"/> Documents envoyés par une partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Documents envoyés par une autre personne/institution <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Les données sont électroniquement transférées vers le SGA <input checked="" type="checkbox"/> Les données sont manuellement réintroduites dans le SGA <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> L’envoi papier reste possible <input type="checkbox"/> L’envoi papier n’est plus possible (l’envoi électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double envoi (l’envoi papier doit accompagner l’envoi électronique) <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Documents envoyés par un avocat <input checked="" type="checkbox"/> Documents envoyés par une partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Documents envoyés par une autre personne/institution <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Les données sont électroniquement transférées vers le SGA <input checked="" type="checkbox"/> Les données sont manuellement réintroduites dans le SGA <input type="checkbox"/> NAP – l’envoi électronique n’est pas possible <input type="checkbox"/> NA

Commentaire – Si vous sélectionnez l’option « Documents envoyés par une autre personne/institution », veuillez détailler votre réponse.



062-12. S'il est possible pour les tribunaux d'envoyer des notifications électroniques, quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-13. S'il est possible pour les tribunaux d'envoyer des notifications électroniques, veuillez en décrire les modalités :

Electronique ou papier	Type de notification	Intégration des données

<p>Civile</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> La notification papier reste possible</p> <p><input type="checkbox"/> La notification papier n'est plus possible (la notification électronique est la seule option)</p> <p><input type="checkbox"/> Double notification (la notification papier doit accompagner la notification électronique)</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles [] NA</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Notifications envoyées par le tribunal à l'avocat</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Notifications envoyées par le tribunal à la partie non représentée par un avocat</p> <p><input type="checkbox"/> Notifications accompagnées de documents officiels envoyées par les tribunaux</p> <p><input type="checkbox"/> Notifications envoyées à d'autres personnes/institutions</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles [] NA</p>	<p><input type="checkbox"/> La notification électronique est générée depuis le SGA</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> La notification électronique est générée manuellement</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles [] NA</p>
<p>Administrative</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> La notification papier reste possible</p> <p><input type="checkbox"/> La notification papier n'est plus possible (la notification électronique est la seule option)</p> <p><input type="checkbox"/> Double notification (la notification papier doit accompagner la notification électronique)</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles [] NA</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Notifications envoyées par le tribunal à l'avocat</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Notifications envoyées par le tribunal à la partie non représentée par un avocat</p> <p><input type="checkbox"/> Notifications accompagnées de documents officiels envoyées par les tribunaux</p> <p><input type="checkbox"/> Notifications envoyées à d'autres personnes/institutions</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles [] NA</p>	<p><input type="checkbox"/> La notification électronique est générée depuis le SGA</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> La notification électronique est générée manuellement</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles [] NA</p>

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> La notification papier reste possible <input type="checkbox"/> La notification papier n'est plus possible (la notification électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double notification (la notification papier doit accompagner la notification électronique) <input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Notifications envoyées par le tribunal à l'avocat <input checked="" type="checkbox"/> Notifications envoyées par le tribunal à la partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Notifications accompagnées de documents officiels envoyées par les tribunaux <input type="checkbox"/> Notifications envoyées à d'autres personnes/institutions <input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> La notification électronique est générée depuis le SGA <input checked="" type="checkbox"/> La notification électronique est générée manuellement <input type="checkbox"/> NAP – les notifications électroniques ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA
---------------	---	--	---

Commentaire – Si vous sélectionnez l'option « Notifications envoyées à d'autres personnes/institutions », veuillez détailler votre réponse.

CONSULTATION D'UNE AFFAIRE EN LIGNE

062-14. S'il est possible pour des usagers externes de consulter une affaire en ligne, quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP - la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP - la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input type="checkbox"/> 95-100 %	<input type="checkbox"/> 95-100 %
	<input type="checkbox"/> 75-95 %	<input type="checkbox"/> 75-95 %
	<input type="checkbox"/> 50-75 %	<input type="checkbox"/> 50-75 %
	<input type="checkbox"/> 25-50 %	<input type="checkbox"/> 25-50 %
	<input type="checkbox"/> 1-25 %	<input type="checkbox"/> 1-25 %
	<input type="checkbox"/> 0 %	<input type="checkbox"/> 0 %
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible	<input checked="" type="checkbox"/> NAP - la consultation en ligne n'est pas possible
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-15. S'il est possible pour des usagers externes de consulter une affaire en ligne, veuillez en décrire les modalités :

	Contenu	Accès	Format de la consultation
Civile	<input type="checkbox"/> Etat d'avancement de l'affaire <input type="checkbox"/> Documents <input type="checkbox"/> Notifications <input type="checkbox"/> Evénements/calendrier <input type="checkbox"/> Décision du tribunal <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Avocat <input type="checkbox"/> Partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accès électronique au tribunal <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> Etat d'avancement de l'affaire <input type="checkbox"/> Documents <input type="checkbox"/> Notifications <input type="checkbox"/> Evénements/calendrier <input type="checkbox"/> Décision du tribunal <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Avocat <input type="checkbox"/> Partie non représentée par un avocat <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accès électronique au tribunal <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input type="checkbox"/> Etat d'avancement de l'affaire	<input type="checkbox"/> Avocat <input type="checkbox"/> Partie non représentée par un avocat	<input type="checkbox"/> Accès électronique au tribunal
	<input type="checkbox"/> Documents <input type="checkbox"/> Notifications <input type="checkbox"/> Evénements/calendrier <input type="checkbox"/> Décision du tribunal <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input checked="" type="checkbox"/> NAP – la consultation en ligne n'est pas possible <input type="checkbox"/> NA

Commentaire – Si vous sélectionnez l'option « Autre », veuillez détailler votre réponse.

AUDIENCES EN LIGNE

062-16. S'il est possible d'organiser des audiences à distance quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-17. S'il est possible d'organiser des audiences à distance, veuillez en décrire les fonctionnalités et les modalités :

	Fonctionnalités	Type de notification
Civile	<input type="checkbox"/> Outil dédié, spécialement conçu pour l'utilisation par les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> Outils disponibles publiquement et utilisés par les tribunaux <input type="checkbox"/> Organisation de sessions privées dans le cadre des audiences à distance pour la consultation entre les parties et leurs avocats <input type="checkbox"/> Outils de protection des témoins (distorsion de la voix, distorsion de l'image) <input type="checkbox"/> Outils d'interprétation simultanée <input type="checkbox"/> Outils de sous-titrage automatique (paroles transformées en texte) <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accord des parties nécessaire <input type="checkbox"/> Le juge peut imposer une audience à distance <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input checked="" type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> Outil dédié, spécialement conçu pour l'utilisation par les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> Outils disponibles publiquement et utilisés par les tribunaux <input type="checkbox"/> Organisation de sessions privées dans le cadre des audiences à distance pour la consultation entre les parties et leurs avocats <input type="checkbox"/> Outils de protection des témoins (distorsion de la voix, distorsion de l'image) <input type="checkbox"/> Outils d'interprétation simultanée <input type="checkbox"/> Outils de sous-titrage automatique (paroles transformées en texte) <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accord des parties nécessaire <input type="checkbox"/> Le juge peut imposer une audience à distance <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input checked="" type="checkbox"/> NA

Pénale	<input type="checkbox"/> Outil dédié, spécialement conçu pour l'utilisation par les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> Outils disponibles publiquement et utilisés par les tribunaux <input type="checkbox"/> Organisation de sessions privées dans le cadre des audiences à distance pour la consultation entre les parties et leurs avocats <input type="checkbox"/> Outils de protection des témoins (distorsion de la voix, distorsion de l'image) <input type="checkbox"/> Outils d'interprétation simultanée <input type="checkbox"/> Outils de sous-titrage automatique (paroles transformées en texte) <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accord des parties nécessaire <input type="checkbox"/> Le juge peut imposer une audience à distance <input type="checkbox"/> NAP – les audiences à distance ne sont pas possibles <input checked="" type="checkbox"/> NA
---------------	--	--

Commentaires

ARCHIVES ELECTRONIQUES

062-18. S'il existe des archives électroniques des affaires, quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP – des archives électroniques n'existent pas <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP - des archives électroniques n'existent pas <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP – des archives électroniques n'existent pas <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input checked="" type="checkbox"/> NAP - des archives électroniques n'existent pas <input type="checkbox"/> NA

Pénale	() 95-100 %	() 95-100 %
	() 75-95 %	() 75-95 %
	() 50-75 %	() 50-75 %
	() 25-50 %	() 25-50 %
	() 1-25 %	() 1-25 %
	() 0 %	() 0 %
	(X) NAP – des archives électroniques n’existent pas	(X) NAP - des archives électroniques n’existent pas
	[] NA	[] NA

Commentaires

062-19. S’il existe des archives électroniques des affaires, veuillez en décrire les modalités :

	Electronique ou papier
Civile	<input type="checkbox"/> L’archivage papier reste possible <input type="checkbox"/> L’archivage papier n’est plus possible (l’archivage électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double archivage (l’archivage papier doit accompagner l’archivage électronique) <input checked="" type="checkbox"/> NAP – l’archivage électronique n’existe pas <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> L’archivage papier reste possible <input type="checkbox"/> L’archivage papier n’est plus possible (l’archivage électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double archivage (l’archivage papier doit accompagner l’archivage électronique) <input checked="" type="checkbox"/> NAP – l’archivage électronique n’existe pas <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> L’archivage papier reste possible <input type="checkbox"/> L’archivage papier n’est plus possible (l’archivage électronique est la seule option) <input type="checkbox"/> Double archivage (l’archivage papier doit accompagner l’archivage électronique) <input checked="" type="checkbox"/> NAP – l’archivage électronique n’existe pas <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

3.5.3 Outils

SYSTEMES DE GESTION DES AFFAIRES (SGA)

062-20. S’il existe un ou plusieurs système(s) de gestion des affaires (SGA), quels sont les taux de

déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas de SGA <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas de SGA <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas de SGA <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas de SGA <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas de SGA <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas de SGA <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-21. Si un ou plusieurs système(s) de gestion des affaires (SGA) existent, veuillez préciser les fonctionnalités du ou des systèmes

Fonctionnalités

<p>Civile</p>	<p><input type="checkbox"/> Bases de données SGA centralisées ou interopérables</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Tableau de bord actif de gestion des affaires</p> <p><input type="checkbox"/> Attribution aléatoire des affaires</p> <p><input type="checkbox"/> Pondération des affaires</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Identification d'une affaire entre les instances (code d'identification unique ou lié)</p> <p><input type="checkbox"/> Transfert électronique d'une affaire à une autre instance/tribunal</p> <p><input type="checkbox"/> Anonymisation des décisions de justice à publier</p> <p><input type="checkbox"/> Interopérabilité avec d'autres systèmes (registre civil, registre des impôts, registre des faillites)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Accès aux affaires clôturées/terminées</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Moteur de recherche avancée</p> <p><input type="checkbox"/> Fichiers de log protégés</p> <p><input type="checkbox"/> Signature électronique</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas de SGA</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
<p>Administrative</p>	<p><input type="checkbox"/> Bases de données SGA centralisées ou interopérables</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Tableau de bord actif de gestion des affaires</p> <p><input type="checkbox"/> Attribution aléatoire des affaires</p> <p><input type="checkbox"/> Pondération des affaires</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Identification d'une affaire entre les instances (code d'identification unique ou lié)</p> <p><input type="checkbox"/> Transfert électronique d'une affaire à une autre instance/tribunal</p> <p><input type="checkbox"/> Anonymisation des décisions de justice à publier</p> <p><input type="checkbox"/> Interopérabilité avec d'autres systèmes (registre civil, registre des impôts, registre des faillites)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Accès aux affaires clôturées/terminées</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Moteur de recherche avancée</p> <p><input type="checkbox"/> Fichiers de log protégés</p> <p><input type="checkbox"/> Signature électronique</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas de SGA</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Commentaire – Si vous sélectionnez l'option « Autre fonctionnalité particulière », veuillez détailler votre réponse. Voir le commentaire

général.

062-22. Si un ou plusieurs système(s) de gestion des affaires (SGA) existent, veuillez préciser les fonctionnalités du ou des systèmes :

	Fonctionnalités
Pénale	<input type="checkbox"/> Bases de données SGA centralisées ou interopérables <input checked="" type="checkbox"/> Tableau de bord actif de gestion des affaires <input type="checkbox"/> Attribution aléatoire des affaires <input type="checkbox"/> Pondération des affaires <input checked="" type="checkbox"/> Identification d'une affaire entre les instances (code d'identification unique ou lié) <input type="checkbox"/> Transfert électronique d'une affaire à une autre instance/tribunal <input type="checkbox"/> Anonymisation des décisions de justice à publier <input checked="" type="checkbox"/> Interopérabilité avec le système du ministère public <input type="checkbox"/> Interopérabilité avec d'autres systèmes (registre civil, registre des impôts, registre des faillites) <input checked="" type="checkbox"/> Accès aux affaires clôturées/terminées <input checked="" type="checkbox"/> Moteur de recherche avancée <input type="checkbox"/> Fichiers de log protégés <input type="checkbox"/> Signature électronique <input checked="" type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas de SGA <input type="checkbox"/> NA

Commentaire – Si vous sélectionnez l'option « Autre fonctionnalité particulière », veuillez détailler votre réponse. Voir le commentaire général.

OUTILS D'ASSISTANCE A LA REDACTION

062-23. S'il existe des outils d'assistance à la rédaction dans les tribunaux, quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

Taux de déploiement	Taux d'utilisation
---------------------	--------------------

Civile	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas des outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas des outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas des outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas des outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas des outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas des outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-24. S'il existe des outils d'assistance à la rédaction dans les tribunaux, veuillez préciser leurs fonctionnalités :

	Fonctionnalités
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> Modèles <input checked="" type="checkbox"/> Texte généré automatiquement <input type="checkbox"/> Décision de justice proposée automatiquement <input type="checkbox"/> Conversion automatique de la voix en texte <input type="checkbox"/> Signature électronique <input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Modèles <input checked="" type="checkbox"/> Texte généré automatiquement <input type="checkbox"/> Décision de justice proposée automatiquement <input type="checkbox"/> Conversion automatique de la voix en texte <input type="checkbox"/> Signature électronique <input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Modèles <input checked="" type="checkbox"/> Texte généré automatiquement <input type="checkbox"/> Décision de justice proposée automatiquement <input type="checkbox"/> Conversion automatique de la voix en texte <input type="checkbox"/> Signature électronique <input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outils d'assistance à la rédaction <input type="checkbox"/> NA

Commentaire – Si vous sélectionnez l'option « Autre fonctionnalité particulière », veuillez détailler votre réponse.

ENREGISTREMENT DES AUDIENCES

062-25. S'il existe un outil pour enregistrer les audiences des tribunaux, quels sont les taux de déploiement et d'utilisation ?

	Taux de déploiement	Taux d'utilisation
Civile	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input checked="" type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input checked="" type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input checked="" type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input checked="" type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input checked="" type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input checked="" type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-26. S'il existe un outil pour enregistrer les audiences des tribunaux, veuillez préciser ses fonctionnalités :

	Fonctionnalités
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement de l'audio <input type="checkbox"/> Enregistrement de la vidéo <input type="checkbox"/> Enregistrement systématique de toutes les audiences <input type="checkbox"/> Indexation automatique de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Transcription automatique de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Possibilité de demander une copie de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement de l'audio <input type="checkbox"/> Enregistrement de la vidéo <input type="checkbox"/> Enregistrement systématique de toutes les audiences <input type="checkbox"/> Indexation automatique de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Transcription automatique de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Possibilité de demander une copie de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement de l'audio <input type="checkbox"/> Enregistrement de la vidéo <input type="checkbox"/> Enregistrement systématique de toutes les audiences <input type="checkbox"/> Indexation automatique de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Transcription automatique de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Possibilité de demander une copie de l'enregistrement <input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil pour enregistrer les audiences <input type="checkbox"/> NA

Commentaire – Si vous sélectionnez l'option « Autre fonctionnalité particulière », veuillez détailler votre réponse.

BASE DE DONNEES DES DECISIONS DE JUSTICE

062-27. S'il existe une base de données nationale des décisions de justice, veuillez préciser le pourcentage de décisions publiées pour chaque instance ?

	Pourcentage de décisions de 1ère instance publiées	Pourcentage de décisions de 2ème instance publiées	Pourcentage de décisions de la Cour suprême publiées
Civile	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input checked="" type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-28. S’il existe une base de données nationale des décisions de justice, veuillez préciser les modalités de publication :

	1ère instance	2ème instance	Cour suprême
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input checked="" type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input checked="" type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n'y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n'y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Publiées en ligne (site web public) <input checked="" type="checkbox"/> Dans une base de données interne <input checked="" type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP - il n'y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA
---------------	--	--	---

Commentaire – Si vous avez sélectionné l'option « Autre » parce que les décisions de justice sont publiées en ligne d'une autre manière que les modalités présentées, veuillez la décrire. (Voir commentaire général)

062-29. S'il existe une base de données nationale des décisions de justice, veuillez préciser ses fonctionnalités :

	Fonctionnalités
Civile	<input checked="" type="checkbox"/> Anonymisation automatique <input checked="" type="checkbox"/> Anonymisation manuelle <input checked="" type="checkbox"/> Accès public en ligne gratuit <input checked="" type="checkbox"/> Lien vers la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) <input type="checkbox"/> Open data (Données ouvertes) <input checked="" type="checkbox"/> Moteur de recherche avancée <input type="checkbox"/> Contenu lisible par machine <input type="checkbox"/> Contenu structuré <input checked="" type="checkbox"/> Métadonnées <input type="checkbox"/> Identifiant européen de la jurisprudence (ECLI) <input checked="" type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA

<p>Administrative</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Anonymisation automatique <input checked="" type="checkbox"/> Anonymisation manuelle <input checked="" type="checkbox"/> Accès public en ligne gratuit <input checked="" type="checkbox"/> Lien vers la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme (CEDH) <input type="checkbox"/> Open data (Données ouvertes) <input checked="" type="checkbox"/> Moteur de recherche avancée <input type="checkbox"/> Contenu lisible par machine <input type="checkbox"/> Contenu structuré <input checked="" type="checkbox"/> Métadonnées <input type="checkbox"/> Identifiant européen de la jurisprudence (ECLI) <input checked="" type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA</p>
<p>Pénale</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Anonymisation automatique <input checked="" type="checkbox"/> Anonymisation manuelle <input checked="" type="checkbox"/> Accès public en ligne gratuit <input checked="" type="checkbox"/> Lien vers la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme (CEDH) <input type="checkbox"/> Open data (Données ouvertes) <input checked="" type="checkbox"/> Moteur de recherche avancée <input type="checkbox"/> Contenu lisible par machine <input type="checkbox"/> Contenu structuré <input checked="" type="checkbox"/> Métadonnées <input type="checkbox"/> Identifiant européen de la jurisprudence (ECLI) <input checked="" type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n’y a pas de base de données pour ces décisions <input type="checkbox"/> NA</p>

Commentaire – Si vous sélectionnez l’option « Autre fonctionnalité particulière », veuillez détailler votre réponse. (Voir commentaire général)

OUTILS STATISTIQUES

062-30. S’il existe des outils statistiques d’analyse des données des affaires judiciaires, quel est leur taux de déploiement ?

Taux de déploiement

Civile	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil statistique <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil statistique <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 95-100 % <input type="checkbox"/> 75-95 % <input type="checkbox"/> 50-75 % <input type="checkbox"/> 25-50 % <input type="checkbox"/> 1-25 % <input type="checkbox"/> 0 % <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil statistique <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

062-31. S'il existe des outils statistiques d'analyse des données des affaires judiciaires, veuillez préciser leurs fonctionnalités ainsi que les données disponibles pour des analyses statistiques :

Fonctionnalités	Données disponibles pour des analyses statistiques
-----------------	--

<p>Civile</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Intégration/connexion avec le SGA</p> <p><input type="checkbox"/> Logiciel d'informatique décisionnelle (Business intelligence)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Génération de rapports statistiques prédéfinis</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Génération de rapports statistiques personnalisés</p> <p><input type="checkbox"/> Page et/ou tableau de bord interne(s)</p> <p><input type="checkbox"/> Page externe avec des statistiques (site web public)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Disponibilité des données en temps réel</p> <p><input type="checkbox"/> Consolidation automatique des données au niveau national</p> <p><input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil statistique</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Données relatives au flux d'affaires (nouvelles, terminées, pendantes)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Age d'une affaire pendante</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Durée des procédures</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nombre d'audiences</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Affaires par juge</p> <p><input type="checkbox"/> Pondération des affaires</p> <p><input type="checkbox"/> Nombre de parties dans une affaire</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Indicateur de recours</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Résultat du recours</p> <p><input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas d'outil statistique</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
<p>Administrative</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Intégration/connexion avec le SGA</p> <p><input type="checkbox"/> Logiciel d'informatique décisionnelle (Business intelligence)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Génération de rapports statistiques prédéfinis</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Génération de rapports statistiques personnalisés</p> <p><input type="checkbox"/> Page et/ou tableau de bord interne(s)</p> <p><input type="checkbox"/> Page externe avec des statistiques (site web public)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Disponibilité des données en temps réel</p> <p><input type="checkbox"/> Consolidation automatique des données au niveau national</p> <p><input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser</p> <p><input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil statistique</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Données relatives au flux d'affaires (nouvelles, terminées, pendantes)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Age d'une affaire pendante</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Durée des procédures</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nombre d'audiences</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Affaires par juge</p> <p><input type="checkbox"/> Pondération des affaires</p> <p><input type="checkbox"/> Nombre de parties dans une affaire</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Indicateur de recours</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Résultat du recours</p> <p><input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas d'outil statistique</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Intégration/connexion avec le SGA <input checked="" type="checkbox"/> Logiciel d'informatique décisionnelle (Business intelligence) <input checked="" type="checkbox"/> Génération de rapports statistiques prédéfinis <input checked="" type="checkbox"/> Génération de rapports statistiques personnalisés <input type="checkbox"/> Page et/ou tableau de bord interne(s) <input type="checkbox"/> Page externe avec des statistiques (site web public) <input checked="" type="checkbox"/> Disponibilité des données en temps réel <input type="checkbox"/> Consolidation automatique des données au niveau national <input type="checkbox"/> Autre fonctionnalité particulière, veuillez préciser <input type="checkbox"/> NAP – il n'existe pas d'outil statistique <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Données relatives au flux d'affaires (nouvelles, terminées, pendantes) <input checked="" type="checkbox"/> Age d'une affaire pendante <input checked="" type="checkbox"/> Durée des procédures <input checked="" type="checkbox"/> Nombre d'audiences <input checked="" type="checkbox"/> Affaires par juge <input type="checkbox"/> Pondération des affaires <input type="checkbox"/> Nombre de parties dans une affaire <input checked="" type="checkbox"/> Indicateur de recours <input checked="" type="checkbox"/> Résultat du recours <input type="checkbox"/> NAP - il n'existe pas d'outil statistique <input type="checkbox"/> NA
---------------	--	--

Commentaire – Si vous sélectionnez l'option « Autre fonctionnalité particulière », veuillez détailler votre réponse.

AUTRES OUTILS

062-32. Existe-t-il une application pour le règlement en ligne des litiges ?

- () Oui
 (X) Non

Commentaires

062-33. Si oui, existe-t-il une valeur maximale définie au-delà de laquelle le règlement en ligne des litiges ne peut pas être organisé ?

- () Oui, veuillez préciser la valeur maximale
- () Non

Commentaires

062-34. Si oui, le règlement en ligne des litiges peut-il être utilisé dans les domaines suivants ?

- Litiges portant sur des petites créances
 Créance incontestée
 Ordre de paiement
 Infractions mineures
 Exécution des décisions de justice en matière civile
 Autre, veuillez préciser

Commentaire : Veuillez décrire les procédures en ligne existantes :

062-35. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant toutes les condamnations pénales ?

Oui

Non

Commentaires

062-36. Si oui, veuillez préciser :

Le fichier informatisé contient des données biométriques (ex. empreintes digitales, photos)

Le fichier informatisé est lié avec d'autres fichiers européens de même nature (ex. ECRIS)

Le contenu est directement accessible par voie informatique aux juges et/ou procureurs (ex. interopérabilité avec le SGA)

Le contenu est directement accessible à des fins autres que pénales (ex. en matières civile et administrative)

Le fichier contient des informations relatives aux condamnations des ressortissants de pays tiers ou d'apatrides

Commentaires

062-37. Existe-t-il un système de gestion électronique des documents dans les greffes des tribunaux ?

Oui

Non

Commentaire : Si oui, veuillez apporter des précisions sur les objectifs et les utilisations de ce système.

062-38. En complément des outils déjà listés dans la section IT de ce questionnaire, votre système judiciaire utilise-t-il autres outils TIC innovants ?

Oui

Non

Commentaire : Si oui, veuillez lister et décrire ces outils.

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Réponse correspondant à la situation dans la majorité des cantons

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

3.6.2 Mesure de l'activité des tribunaux / services du ministère public au moyen des objectifs de performance et de qualité

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : Rapports de gestion annuels des autorités judiciaires cantonales et fédérales

Commentaires "Autre": Rapports de gestion annuels des autorités judiciaires cantonales et fédérales

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : Rapports de gestion annuels des autorités judiciaires cantonales et fédérales

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> alertes dans le système de gestion de dossier ou l'outil statistique	<input type="checkbox"/>
dans les services du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> alertes dans le système de gestion de dossier ou l'outil statistique	<input type="checkbox"/>

Commentaires alertes dans le système de gestion de dossier ou l'outil statistique

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé sur les indicateurs de suivi de la question 70 ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises (plusieurs réponses possibles) ?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé sur les indicateurs de suivi de la question 70-1 ?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises (réponses multiples possibles) ?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit externe

Autre (veuillez préciser) : commissions parlementaires

Commentaires "Autre": commissions parlementaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (plusieurs réponses possibles) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :commission parlementaire ou commission ad hoc

Commentaires "Autre": commission parlementaire ou commission ad hoc

3.6.3 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :ESEHA <https://www.chstat.ch/fr/index.php>
- Non

Commentaires ESEHA <https://www.chstat.ch/fr/index.php>

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

- Oui, sur internet (veuillez indiquer le lien)
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :ESEHA <https://www.chstat.ch/fr/index.php>
- Non

Commentaires ESEHA <https://www.chstat.ch/fr/index.php>

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

- Oui, sur internet (veuillez indiquer le lien)
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par

exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est principalement destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires nouvelles, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est principalement destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.4 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- () Oui
 (X) Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe ces objectifs pour chaque juge :

- [] Pouvoir exécutif (par exemple le ministère de la Justice)
 [] Pouvoir législatif
 [] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
 [] Président de la juridiction
 [] Autre (veuillez préciser) :
 [X] NAP

Commentaires

083-1-1. Quelles sont les conséquences pour un juge si ces objectifs n'ont pas été atteints ?

	Les conséquences
En dehors d'une procédure disciplinaire	[] Avertissement par le président du tribunal [] Réduction temporaire de la rémunération [] Prise en compte dans l'évaluation individuelle [] Autre, veuillez préciser : [Comment]
Dans le cadre d'une procédure disciplinaire	[] Avertissement par le président du tribunal [] Réduction temporaire de la rémunération [] Prise en compte dans l'évaluation individuelle [] Autre, veuillez préciser : [Comment]
-	[] Aucune conséquence
-	[X] NAP (pas d'objectifs définis)

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle de l'activité professionnelle du juge ?

Existence d'un système d'évaluation individuelle de l'activité professionnelle du juge ?
--

Quantitative	() Oui (X) Non
Qualitative	() Oui (X) Non

Commentaire : Veuillez préciser les critères sur lesquels est basée cette évaluation, l'autorité compétente pour effectuer l'évaluation, les buts dans lesquels les résultats de l'évaluation sont utilisés :

114-1. Veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- () Annuelle
- () Moins fréquente
- () Plus fréquente
- () Différentes fréquences utilisées, veuillez préciser :
- [X] NAP

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires -

083-3. Veuillez préciser qui fixe ces objectifs pour chaque procureur :

- [] Pouvoir exécutif (par exemple le ministère de la Justice)
- [] Procureur général /Procureur de la République
- [] Conseil supérieur des procureurs
- [] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- [] Autre (veuillez préciser) :
- [X] NAP

Commentaires -

083-3-1. Quelles sont les conséquences pour un procureur si ces objectifs n'ont pas été atteints ?

	Les conséquences
En dehors d'une procédure disciplinaire	<ul style="list-style-type: none"> [] Avertissement par le chef du service du ministère public [] Réduction temporaire de la rémunération [] Prise en compte dans l'évaluation individuelle [] Autre, veuillez préciser : [Comment] [X] NAP

Dans le cadre d'une procédure disciplinaire	<input type="checkbox"/> Avertissement par le chef du service du ministère public <input type="checkbox"/> Réduction temporaire de la rémunération <input type="checkbox"/> Prise en compte dans l'évaluation individuelle <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser : [Comment] <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aucune conséquence	<input type="checkbox"/> Aucune conséquence <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle de l'activité professionnelle du procureur ?

	Existence d'un système d'évaluation individuelle de l'activité professionnelle du procureur ?
Quantitative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Qualitative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire : Veuillez préciser les critères sur lesquels est basée cette évaluation, l'autorité compétente pour effectuer l'évaluation, les buts dans lesquels les résultats de l'évaluation sont utilisés : -

120-1. Veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
 - Moins fréquente
 - Plus fréquente
 - Différentes fréquences utilisées, veuillez préciser :
- NAP

Commentaires -

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : -

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans

lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Si oui, quels sont :

	-
Nombre total de procédures de récusation initiées au cours de l'année de référence	[X] NA [] NAP
Nombre total de récusations prononcées au cours de l'année de référence	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez brièvement préciser : -

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : -

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen/réouverture de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les affaires civiles

[X] Pour les affaires pénales

[X] Pour les affaires administratives

[] NAP

Commentaires -

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Procédure sommaire : art. 261 CPC

Procédure de l'ordonnance pénale : art. 352 ss CPP

Procédure administrative régie par le droit cantonal

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
 en matière pénale (infractions mineures)
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Procédure civile: procédure simplifiée: art. 243 ss CPC

Procédure pénale : procédure simplifiée : art. 358 CPP

Procédure administrative régie par le droit cantonal

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
 affaires pénales
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : -

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions etc) ?

	Oui	Non
Accord sur les modalités en général	(X)	()
Accord pour les affaires spécifiques	(X)	()



4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	111 286 [] NA [] NAP	325 642 [] NA [] NAP	320 752 [] NA [] NAP	116 176 [] NA [] NAP	9 135 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	77 590 [] NA [] NAP	218 128 [] NA [] NAP	213 253 [] NA [] NAP	82 465 [] NA [] NAP	8 659 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	24 444 [] NA [] NAP	55 496 [] NA [] NAP	55 346 [] NA [] NAP	24 594 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.3. Autres affaires non contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	4 834 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 695 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 350 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 179 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	403 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	4 418 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 323 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 803 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 938 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Hausse des affaires pendantes depuis plus de 2 ans en raison d'un allongement significatif des durées des procédures civiles et commerciales, allongement dû notamment à une complexification du droit de procédure.

Concernant les affaires administratives, l'augmentation du nombre de nouvelles affaires est la conséquence d'une augmentation des procédures administratives après la pandémie. Des efforts ont été déployés pour terminer les affaires administratives les plus anciennes.

AU regard des "autres affaires", il est expliqué que les autorités judiciaires ont fait des efforts pour diminuer le stock des affaires pendantes. De même, des efforts ont été déployés pour terminer les affaires les plus anciennes.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. procédure gracieuse en annulation de titre, déclaration d'absence, déclaration de nullité de papiers-valeurs etc.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. affaires de brevets d'invention, affaires de surveillance des autorités judiciaires inférieures, affaires de la chambres des avocats, affaires de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite, etc.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	14 349 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 870 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 090 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 129 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	561 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	4 430 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 172 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 957 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 645 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	114 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	9 919 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 698 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 133 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 484 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	446 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Autres affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
La hausse observée au regard des affaires pénales pendantes au début de l'année de référence est due à l'augmentation des affaires pendantes à la fin de l'année 2020. Comparée au stock au 31.12.2020, l'augmentation est légère.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	24 249 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 677 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	43 545 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 381 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 876 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	5 261 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 764 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 041 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 984 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	289 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	187 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 318 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 345 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	160 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	14 969 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 802 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 683 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 088 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 253 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	3 832 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 793 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 476 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 149 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	328 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. "Affaires civiles et commerciales contentieuses pendantes au début de l'année": l'écart est peu significatif avec le nombre des affaires pendantes à la fin 2020. "Affaires non-contentieuses pendantes au début de l'année": l'écart est peu significatif avec le nombre des affaires pendantes à la fin 2020. "Autres affaires": recours en matière de surveillance de la poursuite pour dettes et faillites, recours contre des décisions de la chambre des avocats, recours du personnel des autorités judiciaires contre des décisions internes les concernant, recours en matière disciplinaires, recours contre des décisions administratives de la direction des autorités judiciaires, etc. Concernant les baisses observées au regard des "autres affaires", les tribunaux ont fait des efforts pour diminuer leur nombre et lorsque cela est possible de les attribuer aux autres catégories dans le tableau. La durée des procédures pour les "autres affaires" a augmenté afin de permettre que les affaires prioritaires soient jugées dans un délai raisonnable.

098. Tribunaux de 2^{ème} instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 ^{ème} instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	4 380 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 135 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 886 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 629 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	65 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 202 [] NA [] NAP	5 165 [] NA [] NAP	5 084 [] NA [] NAP	2 283 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	751 [] NA [] NAP	1 647 [] NA [] NAP	1 772 [] NA [] NAP	626 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	1 448 [] NA [] NAP	3 511 [] NA [] NAP	3 305 [] NA [] NAP	1 654 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	3 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême: la baisse observée est due à l'effort du Tribunal pour liquider en priorité les affaires anciennes.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 2870

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	1 036 [] NA [] NAP	2 227 [] NA [] NAP	2 054 [] NA [] NAP	1 209 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : "Affaires pénales pendantes au début et à la fin de l'année": on observe une augmentation du stock en raison de CR négatifs répétés dus à un accroissement du nombre et de la complexité des affaires pénales portées devant le Tribunal fédéral.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Divorce contentieux	9 622 [] NA [] NAP	9 562 [] NA [] NAP	9 168 [] NA [] NAP	10 016 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	3 417 [] NA [] NAP	31 102 [] NA [] NAP	31 107 [] NA [] NAP	3 413 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	352 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires "Faillite": la baisse dans le nombre d'affaires pendantes au début de 2022 est la conséquence d'un bon taux de liquidation des stocks en 2021. En raison d'un CR égal à 100% en 2022, le nombre d'affaires pendantes au 31.12.2022 est stable par rapport à celui au 1.1.2022.

"Vol avec violence" - augmentation de la criminalité pour ce type d'infractions.

"Homicide volontaire" - augmentation de la criminalité pour ce type d'infractions; on reste cependant dans des petits nombres absolus.



=

101-0. Nombre d'affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	2 498 [] NA [] NAP	3 282 [] NA [] NAP	3 416 [] NA [] NAP	2 364 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	1 779 [] NA [] NAP	3 425 [] NA [] NAP	3 457 [] NA [] NAP	1 747 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP

Commentaires Affaires d'asile: données des cours IV et V du Tribunal administratif fédéral

Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers: Extrapolation sur la base des données de BE, GE, SG, SH, ZG, ZH. S'y ajoutent les affaires de la Cour VI du Tribunal administratif fédéral.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs : aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et

au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

-

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie infantine	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : - Abus sexuels d'enfants: 7 cantons ont fourni des données (BE, UR, ZG, AI, NE, GE, JU) - 53 pendantes au 01.01; 104 nouvelles affaires; 150 affaires terminées (BE, UR, ZG, AI, NE, GE, JU et ZH); 71 pendantes au 31.12 - échantillon non suffisamment représentatif pour une extrapolation au niveau national.

- Pornographie infantine: 6 cantons ont fourni des données (BE, UR, ZG, AI, GE, JU) - 31 pendantes au 01.01; 67 nouvelles affaires; 207 terminées (BE, UR, ZG, AI, GE, JU et ZH); 1 pendante au 31.12 - échantillon non suffisamment représentatif pour une extrapolation au niveau national.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	Autorisation de décimales : 2 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Autorisation de décimales : 2 [X] NA [] NAP

Divorce contentieux	_____ Autorisation de décimales : 2 3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	289 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	186 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	170 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	301 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	_____ Autorisation de décimales : 2 5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	_____ Autorisation de décimales : 2 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	_____ Autorisation de décimales : 2 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	_____ Autorisation de décimales : 2 4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	30 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	170 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	_____ Autorisation de décimales : 2 1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	_____ Autorisation de décimales : 2 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	669 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	_____ Autorisation de décimales : 2 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	_____ Autorisation de décimales : 2 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	950 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	_____ Autorisation de décimales : 2 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires "Faillite": concernant le % des décisions ayant fait l'objet d'un appel, une légère augmentation des recours est constatée sur la base de la récolte des données auprès des cantons. Quant à la durée moyenne en 2ème instance, après les années Covid, la durée des affaires de faillite en 2e instance a retrouvé un niveau correspondant à peu près au niveau antérieur.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Après les années Covid, le nombre et la durée des affaires de faillite en 2e instance a retrouvé un niveau correspondant à peu près au niveau antérieur. Durant les années Covid les entreprises ont bénéficié d'un soutien étatique ce qui a contribué à diminuer temporairement le nombre de faillites.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs réponses possibles) :

- diriger ou superviser les enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal

proposer une peine au juge

faire appel

superviser la procédure d'exécution

classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Rôle limité aux procédures pénales

=

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er janvier de l'année de référence	131 002 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	532 015 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	485 404 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	82 931 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	387 856 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.3.Affaires portées devant les tribunaux	14 617 [] NA [] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	177 613 [] NA [] NAP

Commentaires -

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	387 856 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	387 856 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires -

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires -

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : -

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[] par concours (concours ouvert)

[X] par une procédure de recrutement pour des professionnels du droit

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires -

110-1. Veuillez décrire brièvement la/les procédure(s) de recrutement des juges dans votre pays :

..

110-2. Quels sont les conditions de recrutement des juges (plusieurs réponses possibles) ?

- Age
- Nationalité
- Capacités physiques/psychologiques
- Etudes générales en droit
- Etudes avancées en droit (Master, Doctorat)
- Années d'expérience pertinentes
- Stage/fonctions judiciaires au sein des tribunaux
- Validation d'un examen étatique général en droit
- Validation d'un examen spécifique pour les juges
- Casier judiciaire vierge
- Langues étrangères
- Conditions personnelles (relatives à l'intégrité)
- Autres
- NAP

Commentaire - Si « autres », veuillez préciser :

110-3. Dans le cadre de ces recrutements, veuillez indiquer le nombre de candidats aux fonctions de juge ainsi que le nombre de recrutements effectivement effectués au cours de l'année de référence :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de candidats	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
Nombre de personnes recrutées	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires Il n'existe aucune statistique nationale en la matière

110-4. Si le nombre de candidats a connu une baisse ces dernières années, avez-vous adopté des mesures pour y remédier ?

- Oui
- Non

Commentaires Le nombre de candidats est globalement suffisant

110-5. Si oui, veuillez préciser quelles mesures ont été mises en place :

- Augmentation des salaires
- Autres incitations financières
- Amélioration des conditions de travail
- Diminution de la charge de travail au début de la carrière
- Autres adaptations dans le cadre de l'intégration des nouveaux juges
- Autres

Commentaire : Si « autres », veuillez préciser :

=

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de juges
- Une instance composée seulement de non juges
- Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- Autre

Commentaire - Veuillez indiquer le nom de l'instance ou des instances responsable(s) de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : -

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : -

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser la procédure à suivre, l'autorité compétente, le moment d'exercice du droit de recours : -

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si non, quelle instance est compétente pour la promotion des juges -

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (plusieurs réponses possibles)

- Concours/Examen
- Evaluations individuelles précédentes

Autre(s) procédure(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) et comment est assurée la publicité des processus de promotion : -

113-0. Dans le cadre des procédures de promotion, veuillez indiquer le nombre de candidats ainsi que le nombre de promotions effectivement effectuées au cours de l'année de référence :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de candidats	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
Nombre de personnes promues	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires -

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge (plusieurs réponses possibles).

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): -

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : -

115-1. Les instructions spécifiques adressées à un procureur de poursuivre ou de ne pas poursuivre

sont-elles prohibées par la loi ou une autre réglementation ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : -

115-2. Si elles sont prohibées par la loi ou une autre réglementation, des exceptions existent-elles ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions : -

115-3. Quelle autorité peut émettre de telles instructions spécifiques ?

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : -

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : -

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques

NAP

Commentaires -

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

Oui

Non

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions : -

=

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

par concours (concours ouvert)

par une procédure de recrutement pour des professionnels du droit expérimentés (par exemple des avocats expérimentés)

autre (veuillez préciser) :recrutement par le procureur général pour les procureurs; recrutement par le parlement ou élection par le peuple pour les procureurs généraux

Commentaires

116-1. Veuillez décrire brièvement la/les procédure de recrutement des procureurs dans votre pays :

. recrutement par le procureur général pour les procureurs; recrutement par le parlement ou élection par le peuple pour les procureurs généraux

116-2. Quels sont les conditions de recrutement des procureurs (plusieurs réponses possibles) ?

Age

Nationalité

Capacités physiques/psychologiques

Etudes générales en droit

Etudes avancées en droit (Master, Doctorat)

Années d'expérience pertinentes

Stage/fonctions judiciaires au sein des tribunaux

Validation d'un examen étatique général en droit

Validation d'un examen spécifique pour les procureurs

Casier judiciaire vierge

Langues étrangères

Conditions personnelles (relatives à l'intégrité)

Autres

Commentaire - Si « autres », veuillez préciser :

116-3. Dans le cadre de ces recrutements, veuillez indiquer le nombre de candidats aux fonctions de procureur ainsi que le nombre de recrutements effectivement effectués au cours de l'année de référence :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de candidats	[X] NA	[X] NA	[X] NA
Nombre de personnes recrutées	[X] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires Données à disposition trop lacunaires pour permettre une extrapolation au niveau national

116-4. Si le nombre de candidats a connu une baisse ces dernières années, avez-vous adopté des mesures pour y remédier ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

116-5. Si oui, veuillez préciser quelles mesures ont été mises en place :

[] Augmentation des salaires

[] Autres incitations financières

[] Amélioration des conditions de travail

[] Diminution de la charge de travail au début de la carrière

[] Autres adaptations dans le cadre de l'intégration des nouveaux procureurs

[] Autres

Commentaire : Si « autres », veuillez préciser

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[X] Une instance composée seulement de procureurs

[] Une instance composée seulement de non procureurs

[] Une instance composée de procureurs et de non procureurs

[X] Autre

Commentaire - Veuillez indiquer le nom de l'instance ou des instances responsable(s) de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Le procureur général est en règle générale responsable de la procédure de recrutement de ses procureurs.

Autre: les procureurs généraux sont nommés en règle générale par les parlements cantonaux

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : très variable en fonction de l'organisation judiciaire cantonale.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- () Oui
(X) Non

Commentaire - Veuillez préciser la procédure à suivre, l'autorité compétente, le moment d'exercice du droit de recours :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- (X) Oui
() Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs : (plusieurs réponses possibles)

- [] Concours / Examen
[X] Evaluations individuelles précédentes
[X] Autre(s) procédure(s) (entretien professionnel ou autre)
[] Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) et comment est assurée la publicité des processus de promotion :

119-1. Dans le cadre des procédures de promotion, veuillez indiquer le nombre de candidats ainsi que le nombre de promotions effectivement effectuées au cours de l'année de référence :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de candidats	[X] NA	[X] NA	[X] NA
Nombre de personnes promues	[X] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires Données à disposition trop lacunaires pour permettre une extrapolation au niveau national

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- [X] Les années d'expérience
[X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
[X] La performance (quantitative)
[X] Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Le critère subjectif peut aussi jouer un rôle et a déjà joué un rôle dans la nomination initiale du procureur.

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) : 0.25

Non

Commentaires Résultat correspondant à la majorité des cantons

125. Si le mandat des juges n'est pas à durée indéterminée (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années) ?

[4]

NA

NAP

Commentaires de 1 à 10 ans selon les cantons. Tribunal fédéral (cour suprême): 6 ans.

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat des procureurs n'est pas à durée indéterminée (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années) ?

[4]

NA

NAP

Commentaires variable de 4 à 10 ans selon les cantons.

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires Exception : dans certains cantons, le poste de procureur général est une durée de 9 ans non renouvelable (Fribourg par exemple)

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Données récoltées auprès des cantons

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'égalité de genre	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre formation continue	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'égalité de genre	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Autre formation continue	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

128-1. Avez-vous un nombre minimal de formations obligatoires par juge :

	Par juge
Formation initiale obligatoire – nombre minimal de formations	_____ Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Formation initiale obligatoire – nombre minimal de jours	_____ Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Formations continues obligatoires – nombre minimal de formations par année	_____ Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Formations continues obligatoires – nombre minimal de jours par année	_____ Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Comments

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'égalité de genre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Autres formations continues: formation technique ou scientifique sur les applications informatiques (pour lutter contre la cyber-criminalité), sur les flux financiers (pour lutter contre la criminalité économique), etc.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'égalité de genre	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Autre formation continue	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

130-1. Avez-vous un nombre minimal de formations obligatoires par procureur :

	Par procureur
Formation initiale obligatoire – nombre minimal de formations	<hr/> Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Formation initiale obligatoire – nombre minimal de jours	<hr/> Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Formations continues obligatoires – nombre minimal de formations par année	<hr/> Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Formations continues obligatoires – nombre minimal de jours par année	<hr/> Valeur numérique minimale autorisée : 0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Comments

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et/ou des procureurs ?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	[]	[]	[]
Institution(s) pour les procureurs	[]	[]	[]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[]	[]	[]

Commentaires -

131-0. Si oui, quel est le budget exécuté de cette (ces) institution(s) ?

	Budget exécuté de l'institution pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	[] NA [X] NAP
Institution(s) pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	[] NA [X] NAP

Commentaires -

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment les juges et/ou procureurs sont formés ?

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par la/les institution(s) publique(s) responsable(s) de la formation.

	Nombre de différentes formations disponibles en direct (en présentiel, hybrid, vidéoconférence)	Nombre de formations dispensées en direct (en présentiel, hybrid, vidéoconférence)	Nombre de jours de formations dispensées en direct (en présentiel, hybrid, vidéoconférence)	Nombre de formations en ligne disponibles sur la plateforme e-learning de l'institution de formation (pas en direct)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pour les juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-procureur	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires -

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence.

	Nombre de participants aux formations en direct (en présentiel, hybrid, vidéoconférence)	Nombre de participants aux formations en ligne accessibles sur la plateforme e-learning de l'institution de formation (et non en direct)
Total	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juges	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire -

E2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : -

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaires annuel brut, en €	Salaires annuel net, en €	Salaires annuel brut en monnaie nationale	Salaires annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	159 200 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	121 300 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	159 200 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	121 300 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire le plus élevé d'un juge de ce niveau, à l'exclusion du salaire du président de la cour)	356 000 [] NA [] NAP	331 000 [] NA [] NAP	356 000 [] NA [] NAP	331 000 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	138 000 [] NA [] NAP	117 000 [] NA [] NAP	138 000 [] NA [] NAP	117 000 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire le plus élevé d'un procureur de ce niveau, à l'exclusion du salaire du Procureur Général).	190 000 [] NA [] NAP	145 000 [] NA [] NAP	190 000 [] NA [] NAP	145 000 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement comment les salaires sont déterminés au cours de la carrière d'un juge/procureur : Source: salaires de l'enquête auprès des cantons pour 1e instance et procureurs; Taux de change 1:1

Salaire auprès du Tribunal fédéral (cour suprême) selon l'ordonnance de l'Assemblée fédérale concernant les traitements et la prévoyance professionnelle des magistrats.

Salaire du procureur auprès de la Cour suprême: Cette fonction n'existe pas; les chiffres indiqués correspondent au salaire médian des procureurs en fin de carrière au sein de ministères publics cantonaux. Le procureur général de la Confédération est en colloqué en classe de traitement 36 (salaire annuel brut 310'000 € / CHF; net 261'999 € / CHF)

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires -

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[X] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. -

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : -

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour

une période donnée) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants : -

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des lignes directrices et/ou des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des médias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser :

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les lignes directrices et/ou avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les lignes directrices et/ou avis, etc. :

138-2-1. Combien de lignes directrices et/ou avis ont été rendus au cours de l'année de référence ?

[]

[X] NA

Commentaire - Veuillez préciser quelles ont été les problématiques abordées dans de ces lignes directrices et/ou avis

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des lignes directrices et/ou des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des médias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez préciser

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Procureurs uniquement
- Procureurs et représentants d'autres professions juridiques
- Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les lignes directrices et/ou avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

- Oui
- Non

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-5-1. Combien de lignes directrices et/ou avis ont été rendus au cours de l'année de référence ?

[]
 [] NA

Commentaire - Veuillez préciser quelles ont été les problématiques abordées dans de ces lignes directrices et/ou avis

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :commission de surveillance
- Ceci n'est pas possible

Commentaires Sur la base des réponses apportées par les cantons, on observe que davantage d'organes sont habilités à engager des procédures disciplinaires, étant entendu que par canton il n'existe en règle générale qu'un seul organe qui est habilité à entamer une telle procédure, à savoir soit le tribunal concerné, soit la cour suprême cantonale, soit le conseil supérieur de la magistrature dans le petit nombre de cantons où il en existe un, soit le parlement, et enfin soit une commission de surveillance.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs réponses possibles) :

- Citoyens

- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :Département de justice en fonction de l'organisation du canton
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires Vu la diversité des organisations, ce n'est en règle générale pas la totalité des organes mentionnés qui est habilitée à engager une procédure disciplinaire mais qu'une sélection de ceux-ci.

La commission de surveillance du ministère public de la Confédération est une institution nouvelle qui possède le pouvoir d'intenter des procédures disciplinaires contre le procureur général de la Confédération. L'option "Pouvoir exécutif" se réfère au département de justice en fonction de l'organisation du canton.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges (plusieurs réponses possibles) ?

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs (plusieurs réponses possibles) ?

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	13 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	2 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	4 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	6 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
4. Autre	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Autre pour BL: une dénonciation de surveillance a été déposée, sur laquelle l'autorité disciplinaire n'est pas entrée en matière, car une voie de recours ordinaire était disponible dans le cas concret..

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	10 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
1. Réprimande	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	3 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
9. Autre	4 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. VD: 3 démissions de juges et 1 procureur

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Enquête auprès des cantons

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	14 184 [] NA	9 929 [] NA	4 255 [] NA

Commentaires OW: NA, implémentation résultat 2020 = 40.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires -

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats (plusieurs réponses possibles) pour les :

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Défendeur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Victime	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : -

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Membre de la famille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Personne concernée elle-même	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : -

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

Activité notariale

Arbitrage/médiation

Mandataire

Syndic de copropriété

Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) :représentant d'actionnaires lors d'une assemblée générale d'une SA, d'une fondation par exemple

Commentaires "Autres" - représentant d'actionnaires lors d'une assemblée générale d'une SA, d'une fondation par exemple.

Commentaires

149-2. Les avocats professionnels peuvent avoir le statut de :

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: -

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Registres cantonaux des avocats et récolte de données auprès des cantons

6.1.2 Exercice de la profession d'avocat

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires pour les avocats

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? -

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : 10 réponses sur 26 cantons.

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	691 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	90 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	59 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	539 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Autre: ZH, SZ, BL, VD et GE ne sont pas en mesure de distinguer les catégories 1 à 3. Par conséquent, les 539 affaires contiennent aussi voire principalement des manquements des catégories 1 à 3.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Réprimande	16 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	1 [] NA [] NAP
4. Amende	43 [] NA [] NAP
5. Autre	71 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Autres : Blâme et renonciation à prononcer toute sanction malgré le constat d'une faute professionnelle.

BE: 2 Verweise, 1 definitives Berufsausübungsverbot.

GE: il s'agit de 4 avertissements et 4 blâmes.

GR: Verwarnung

JU: La divergence s'explique par le fait que la procédure du point 161.1 a conduit à une sanction prononcée en 2023.

OW: Verwarnung

VD: Uniquement des frais facturés; La différence de 5 dossiers équivalait aux enquêtes disciplinaires pour lesquelles la Chambre des avocats a décidé qu'aucune violation n'avait été commise.

ZH: - Einstellung bzw. keine Folge 20

- Übrige (Nichtanhandnahme, Überweisung an andere Aufsichtskommission etc.): 32

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives de règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure judiciaire en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

- Oui
 Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

- Oui
 Non
 NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

Total	Hommes	Femmes



Nombre de médiateurs	556 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	139 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	417 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------------	--	--	--

Commentaires Seul un petit nombre de cantons possèdent des médiateurs accrédités ou enregistrés. Les chiffres indiqués correspondent aux médiateurs enregistrés dans les cantons de FR, TG, TI, VD, NE, GE et JU.

Nous observons une augmentation du nombre de médiateurs en raison de l'intérêt croissant pour cette activité.

166-1. Veuillez décrire les exigences et la procédure pour devenir médiateur accrédité ou enregistré dans votre pays (études requises, expérience professionnelle, procédure d'accréditation etc.) ?

. Annonce auprès du secrétariat de l'ordre judiciaire avec les documents attestant de la formation continue suivie de médiateurs et de l'intégrité du médiateur ou de la médiatrice. Exemple de formation à la médiation organisée par la Fédération suisse des avocats:
<https://www.sav-fsa.ch/fr/mediatorin-sav/-/mediator-sav>

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : -

=



168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives de règlement des litiges (veuillez spécifier) : ombudsman par exemple en matière d'assurance-maladie, en matière d'assurances sociales ou au sein d'administration

Commentaires "Autre": ombudsman par exemple en matière d'assurance-maladie, en matière d'assurances sociales ou au sein de l'administration

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Récolte de données auprès des autorités judiciaires cantonales et fédérales

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat



169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	2 044 [] NA	844 [] NA	1 200 [] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	14 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	2 006 [] NA [] NAP	817 [] NA [] NAP	1 189 [] NA [] NAP
3. Juges	24 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : "1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques": le canton des Grisons qui avait des agents de cette catégorie n'en a plus déclaré pour 2022.

"3. Juges": tendance à confier ce type de tâches à des employés plutôt qu'à des magistrats.

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (plusieurs réponses possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65

Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Employeur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens immeubles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Compte bancaire	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
--------------	----------------------	----------------------

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie conservatoire des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires

Recouvrement de créances

Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires

- Séquestres
- Constats
- Service des audiences auprès des juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

- Oui
- Non

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. La loi énonce-t-elle des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Récolte de données auprès des autorités judiciaires fédérales et cantonales

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :faute professionnelle

Commentaires "autre": faute professionnelle

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une

seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Aucune initialisation de procédure disciplinaire en 2022 dans l'ensemble des cantons selon les données récoltées auprès des autorités judiciaires cantonales

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Aucune sanction disciplinaire prononcée en 2022 dans l'ensemble des cantons selon les données récoltées auprès des autorités judiciaires cantonales

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Enquête réalisée auprès des autorités judiciaires cantonales

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Quelle autorité est chargée de l'exécution des décisions pénales (plusieurs réponses possibles) ?

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Agent d'exécution
 Autre autorité (veuillez préciser) :Département cantonal de justice et police

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). "Autre": Département cantonal de justice et police

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires -

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	3 704 [] NA [] NAP	2 469 [] NA [] NAP	1 235 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	3 404 [] NA [] NAP	2 236 [] NA [] NAP	1 168 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	264 [] NA [] NAP	202 [] NA [] NAP	62 [] NA [] NAP
4. Autre	36 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. Il est à noter qu'en général, davantage de femmes sortent des études de droit et choisissent la profession de notaire.

"3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)": nous observons une légère baisse au profit des officiers publics nommés par l'Etat.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs réponses possibles)

?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) ?

	Veillez sélectionner une option
Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
--	--

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, vidéoconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser)
- Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP

Commentaires

=

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Vidéoconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser) archives d'Etat des cantons et archives fédérales

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :Département de justice et police

Commentaires -

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	()	(X)
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Récolte de données auprès des cantons

10.Experts judiciaires

10.1.Profession d'expert judiciaire

10.1.1Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs réponses possibles) :

- Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers le tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité
- Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (plusieurs réponses possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont-elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps

Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	() Oui (X) Non
Formation continue	() Oui (X) Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

[] la procédure judiciaire

[] le métier de l'expert

[] autre

Commentaires NAP

=

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

() Oui

(X) Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	246 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires La différence par rapport à 2020 est due au nombre élevé d'experts dans le canton de Neuchâtel qui n'existaient pas dans les récoltes de données précédentes.

LU: 20

NE: 214

VD: 12

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Seul le canton de Neuchâtel à répondu d manière complète:

1. 45
2. 2
3. 53
4. 0

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou une réglementation spéciale	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	()	(X)
Qualité de l'expertise	()	(X)
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

(X) Oui

() Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[] Le processus de sélection

[X] La formation initiale ou continue

[] Les procédures disciplinaires

[] NAP

Commentaires -

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : -

11. Les réformes dans le système judiciaire

11.1. Réformes envisagées

11.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

[X] Oui (programmé)

[] Oui (adopté)

[] Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Deux cantons connaissent une révision totale de leur constitution qui en cours (AR + VS)

208-2. Budget

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : TG: Adaptation du niveau des salaires de juges administratifs à celui des juges cantonaux.

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Transition vers le numérique de la justice: La Chambre du peuple du Parlement fédéral (Conseil national) a adopté la loi sur les plateformes de communication dans le domaine judiciaire le 25 septembre 2023. Le projet de loi se trouve maintenant devant la Chambre des cantons (Conseil des Etats) et devrait être traité dans le courant de l'année 2024. Le projet Justitia 4.0 met en oeuvre la transition vers le numérique de la justice, notamment en réalisant la plateforme d'échange prévue par la loi. Toutes les autorités judiciaires cantonales et fédérales se préparent à cette transition qui devrait intervenir dans les deux à cinq ans.

GR: fusion des tribunaux supérieur du canton

TG: intégration des justice de paix à l'organisation judiciaire (et plus à l'administration)

FR et TG: réformes au sein du ministère public

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-5. Conseil supérieur de la magistrature (compétent pour les juges et/ou les procureurs)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : VS: Conseil de la magistrature constitué

VD: Adoption de la loi sur le conseil de la magistrature

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-7. Egalité de genre

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : D'une façon générale, la part des femmes augmentent tant au sein des magistrats de l'ordre judiciaire qu'au sein du personnel des autorités judiciaires. A BE les femmes sont majoritaires au sein des autorités judiciaires (pour toutes les fonctions)

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'activités de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives de règlement des litiges

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Mise en place d'une structure pour guider les justiciables vers la médiation à Genève

208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Transition vers le numérique de la justice: La Chambre du peuple du Parlement fédéral (Conseil national) a adopté la loi sur les plateformes de communication dans le domaine judiciaire le 25 septembre 2023. Le projet de loi se trouve maintenant devant la Chambre des cantons (Conseil des Etats) et devrait être traité dans le courant de l'année 2024. Le projet Justitia 4.0 met en oeuvre la transition vers le numérique de la justice, notamment en réalisant la plateforme d'échange prévue par la loi. Toutes les autorités judiciaires cantonales et fédérales se préparent à cette transition qui devrait intervenir dans les deux à cinq ans.

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en œuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :